

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**PREFECTURE DE LA MARNE**

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES**

-----  
*bureau de l'environnement  
et du développement durable*  
-----

*3D/3B/ CA*  
**Installations classées  
n° 2005 LEV-SUSP 58 IC**

Châlons-en-Champagne,

**arrêté préfectoral  
de levée de suspension d'activité  
société France LUZERNE à COOLUS**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,**

**VU :**

- le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos soumis à autorisation,
- l'arrêté préfectoral n° 89.A.17.IC en date du 3 mai 1989 autorisant la société FRANCE LUZERNE à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage de granulés de luzerne, situées à COOLUS,
- l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences et l'arrêté préfectoral de suspension d'activité n°2004.SUSP.3.IC du 9 janvier 2004,
- le rapport de l'inspection des installations classées de la D.R.I.R.E. Champagne Ardenne, Subdivision de la Marne, du 26 mai 2005,

**CONSIDÉRANT que :**

- l'incendie survenu dans le silo « 12 000 » exploité par France Luzerne à COOLUS, le 19 décembre 2003, a montré que les dispositions prévues à l'article 12-8 de son arrêté préfectoral d'autorisation n'étaient pas respectées,
- il convenait que l'exploitant de l'installation mît en œuvre des mesures permettant de contrôler la température des produits quelle que soit la configuration des stockages,
- des travaux ont été présentés à l'inspection des installations classées le 12 janvier 2005 et qu'une visite du site le 17 mai 2005 a confirmé leur réalisation conformément aux engagements de l'exploitant,
- dans ces conditions la suspension d'activité du silo « 12 000 » peut être levée.

**SUR** proposition de Mme la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne,

# **ARRÊTE :**

## **Article 1.**

L'arrêté préfectoral de suspension partielle d'activité n°2004.SUSP.3.IC du 9 janvier 2004 est annulé.

## **Article 2.**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

## **Article 3.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 4.**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information aux directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à M. le maire de COOLUS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société FRANCE LUZERNE à COOLUS.

M. le Maire de COOLUS procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 20/06/2005  
pour le préfet,  
le secrétaire général,

signé : Raymond LE DEUN

pour ampliation  
pour le préfet et par délégation  
L'attaché principal chef de bureau

Eric Dhellemme